

La gauche britannique pourrait nous inspirer

di Philippe Askenazy

On n'en sait guère plus sur le programme du Parti socialiste *[PS]*, après le congrès à Nancy, qui s'est achevé dimanche 15 juin. Mais l'inspiration pourrait venir d'outre-Manche. Après quatorze années dans l'opposition, les travaillistes, menés par le très modéré Keir Starmer, disposent d'une large majorité. Pour un touriste en 2027, le changement le plus spectaculaire sera l'unicité du réseau ferré sous la bannière Great British Railways. Les Britanniques subissaient un service structurellement défaillant, malgré les tarifs les plus élevés d'Europe et des subventions publiques, en raison de l'éclatement entre une myriade de compagnies privées. La nationalisation devrait changer la donne. Le gouvernement prévoit un vaste plan d'investissement dans les trains régionaux, et une réduction des subventions, à tarif inchangé.

Car les conservateurs ont légué une situation budgétaire très dégradée. Face à cette urgence, les travaillistes ont fixé un cap : augmenter les prélèvements pour éviter l'austérité et ne pas imposer de restrictions aux services publics. En France, le gouvernement a la tentation inverse et envisage de mettre les services publics au régime sec, pour ne pas augmenter les impôts. On ne parle décidément pas la même langue des deux côtés de la Manche ! Les nouvelles ressources de Rachel Reeves, chancelière de l'Échiquier *[équivalent du ministre des finances]*, pèsent sur les ménages et les entreprises. À côté, par exemple, d'une taxation des vols en jet privé, une mesure majeure concerne l'éducation privée. Au Royaume-Uni, l'argent public est quasi exclusivement réservé aux écoles publiques ; les enseignants du privé ne sont pas payés par l'État. Résultat, il y a deux fois moins d'enfants qui vont dans le privé et les parents déboursent en moyenne par enfant 25 000 euros annuels. À Paris, scolariser son enfant dans le prestigieux collège Stanislas, qui bénéficie de subventions, notamment de la région Ile-de-France, ne coûte que 2 000 euros environ.

Dans les deux pays, ces frais étaient exonérés de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), mais, depuis le 1^{er} janvier, tous les frais, dans le système éducatif privé britannique, du primaire au supérieur, y compris l'internat, supportent une TVA de 20 %. Un premier recours contre cette mesure a été rejeté par la Haute Cour de justice de Londres, le 13 juin. Des milliards de livres sterling vont ainsi retourner dans les caisses de l'Etat, avec peu de risques d'effet retour sur la consommation ou l'investissement, vu les moyens des parents concernés. Une partie de ces sommes permettra notamment de rendre gratuites les cantines scolaires pour les enfants des bénéficiaires des minima sociaux.

Effet ciseau sur le coût du travail

Les inquiétudes sont plus fortes pour les mesures concernant les entreprises. Le National Institute of Economic and Social Research (Niesr), que l'on ne peut pas soupçonner de proximité avec les conservateurs, est circonspect. Les cotisations de l'employeur sont augmentées de 1,2 point de pourcentage, mais avec une franchise sur le total des cotisations de l'entreprise. Dans l'exemple du Niesr, les entreprises de moins de quinze salariés y gagnent, celles plus grandes y perdent.

Dans le même temps, le gouvernement a donné un coup de pouce au *living wage* (« minimum vital ») en avril. Il s'établit désormais à 10 % au-dessus du salaire minimum interprofessionnel de croissance français brut en parité de pouvoir d'achat (24 % au taux de change actuel). Avec cet effet ciseau sur le coût du travail, les modèles de simulation des instituts anticipent des effets retour marginaux sur l'inflation et l'emploi, et plus significatif sur le rendement de l'impôt sur les sociétés. Au total, le rendement net pour les caisses publiques ne dépasserait pas 4 milliards d'euros. Dans un environnement très incertain, l'impact de la multiplicité des mesures fiscales, redistributives et d'investissement est impossible ex ante à saisir. Nous aurons cependant, avant la présidentielle de 2027, une idée plus précise de l'efficacité de ce cocktail travailliste.

Philippe Askenazy est économiste au Centre Maurice Halbwachs et directeur de recherche au CNRS

